

Ma Communauté  
de Communes**DECISION DU PRESIDENT N° 2023 D 15**

**Ayant pour objet la passation d'un avenant n°1 en plus-value concernant l'entreprise  
ERC HARRANGER pour le marché 2020-003**

**Le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Commande Publique, et en particulier les articles L.2123-1 1° et R.2123-1 1° relatifs aux marchés publics passés selon une procédure adaptée ouverte;

Vu la Délibération du Conseil Communautaire n° 2020-07-09 en date du 16/07/2020 visée au contrôle de légalité le 20/07/2020, portant autorisation au Président de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres qui peuvent être passés selon une procédure adaptée, lorsque le montant estimé du besoin est inférieur à 200 000 € H.T., ainsi que toute décision concernant les avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Vu la Délibération du Conseil Communautaire n° 2020-09-34 du 22/09/2020 envoyée en contrôle de légalité le 24/09/2020 et portant autorisation de signature du marché n° 2020-003 concernant : Travaux de construction du Pôle Enfance Ballon/Ciré d'Aunis - Lot 1 : Gros Oeuvre avec l'entreprise ERC HARRANGER – Atlanparc – R rue des Charmilles – BP 90024 – 17220 SAINTE SOULLE;

Vu la proposition d'avenant n° 1 modifiant les prestations de l'entreprise,

Considérant que l'avenant ne modifie pas fondamentalement l'objet du marché ;

Considérant que l'avenant ne bouleverse pas l'économie du marché par rapport à la concurrence ;

Considérant que l'avenant ne bouleverse pas l'économie générale du marché.

**DECIDE :****ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le(s) motif(s) suivant(s) :

-Le chantier ayant eu lieu pendant la crise sanitaire, il a été mis en place un nettoyage "Covid" quotidien de la base de vie. Ce nettoyage n'étant pas existant lors de la consultation des entreprises (cette dernière a été faite juste avant la crise sanitaire), il a été convenu que le montant de cette prestation relevant de la clause de l'imprévision serait, par moitié, prise en charge financièrement par le Pouvoir Adjudicateur.

Les présentes modifications de prestations représentent une plus-value de 2 550,00 € HT, ce qui représente une augmentation de 0,8 % du contrat initial, sous réserve de l'ajustement ultérieur de cette somme, d'une part suivant les prestations réellement exécutées et justifiées, et d'autre part par l'application des modalités de variation des prix prévues au contrat.

## AR Prefecture

017-200041614-20230227-2023D15-DE  
Reçu le 28/02/2023

### ARTICLE 2 :

La présente dépense est régulièrement inscrite au budget de la Communauté de Communes Aunis Sud.

### ARTICLE 3 :

Mademoiselle le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes Aunis Sud est chargée de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera notifiée à :

- La Sous-préfecture de l'Arrondissement de Rochefort,
- Service de gestion comptable de Ferrières,
- La société concernée,

Fait à Surgères, le 27 Février 2023

Le Président,  
Jean GORIOUX



Date de publication sur le site internet de la Communauté de Communes Aunis Sud :

02 MARS 2023

Auteur de l'acte : Jean GORIOUX Président de la Communauté de Communes Aunis Sud

### Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication et/ou la notification. Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). La décision peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.